

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XVIII LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 165

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

Raccomandazione n. 2167

—————

Il ruolo dell'istruzione nell'era digitale: dai « nativi digitali »
ai « cittadini digitali »

—————
Trasmessa il 19 dicembre 2019
—————

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE

RECOMMENDATION 2167 (2019) ⁽¹⁾

Provisional version

Role of education in the digital era: from « digital natives » to « digital citizens »

PARLIAMENTARY ASSEMBLY,

1. Referring to its Resolution 2313 (2019) on « The role of education in the digital era: from « digital natives » to « digital citizens » », the Parliamentary Assembly emphasises the role and value of education in today's increasingly digitalised societies. As society modernises, so must school systems undergo a substantial strategic rethinking of teaching and learning processes, content, learning spaces, partnerships and evaluation in the digital era. Modern education has not only the responsibility to live up to the fast-evolving labour market needs, providing the « digital natives » the appropriate skills and competences, but it must also help them become responsible digital citizens. The Council of Europe has a major role to play in this.

2. The Assembly appreciates the instruments that the Council of Europe has put in place to promote safe, effective, critical and responsible participation of children and young people in modern

society, notably the Reference Framework of Competences for Democratic Culture and the Indicator Framework on Culture and Democracy. It further notes and values the Council of Europe Guidelines to respect, protect and fulfil the rights of the child in the digital environment in its promotion of children's safety, educational, participative and other rights when online and using ICTs. The implementation of these instruments would need to be more widely promoted in member States and beyond.

3. The Assembly also values the tools and handbooks that have been issued within the framework of the Digital Citizenship Education project aiming to promote the acquisition by all children of the competences they need as digital citizens to participate actively and responsibly in a democratic society. There is, however, a pressing need for laying out a proper policy framework and a digital citizenship education strategy.

4. International multi-stakeholder co-operation is key in the connected world. In this respect, the Assembly welcomes the co-operation of the Council of Europe with the private sector to develop a set of guidelines on partnerships between educational institutions and the private sector.

5. The Assembly warmly welcomes the Recommendation CM/Rec(2019)10 of the Committee of Ministers to member States

(1) *Text adopted by the Standing Committee, acting on behalf of the Assembly, on 29 November 2019 (see Doc. 15000, report of the Committee on Culture, Science, Education and Media, rapporteur: Mr. Constantinos Efstathiou).*

on developing and promoting digital citizenship education, which was adopted on 21 November 2019, and the Declaration on Citizenship education in the digital era adopted by the Ministers of Education of the States Parties to the 1954 European Cultural Convention, meeting on 26 November 2019 in Paris. The Assembly encourages the Council of Europe to further work on digital developments that impact the education sector, exploring ways to fill the gap in digital exclusion and to face the new challenges posed by the use of artificial intelligence in education.

6. In this context, the Assembly recommends that the Committee of Ministers:

6.1. promote more widely the implementation of the Council of Europe Reference framework of competences for democratic culture, in particular through targeted action within the campaign « Free to speak, safe to learn – democratic schools for all » that would enable the creation of a Democratic Schools Network

for sharing good practices, including activities promoting digital skills;

6.2. promote the implementation of the Council of Europe Guidelines to respect, protect and fulfil the rights of the child in the digital environment and ensure that the evaluation of the effectiveness of measures taken, planned in 2023;

6.3. deliver model guidelines for governing partnerships between the educational institutions and the private sector, to create a rights-based, pedagogical and ethical framework and to harness the contributions the internet industry can make to the education of young people in schools;

6.4. explore the implications of the use of artificial intelligence in education, including: adaptive learning, learning opportunities for children with special needs, enhancing inclusive education and educating young learners about artificial intelligence and other advance digital technologies.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

RECOMMANDATION 2167 (2019) ⁽¹⁾

Version provisoire

Rôle de l'éducation à l'ère numérique: des « natifs du numérique » aux « citoyens numériques »

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE,

1. Renvoyant à sa Résolution 2313 (2019) intitulée « Le rôle de l'éducation à l'ère numérique: des "natifs du numérique" aux "citoyens numériques" », l'Assemblée parlementaire souligne le rôle et la valeur de l'éducation dans les sociétés contemporaines de plus en plus numérisées. Alors que la société se modernise, il faut revoir entièrement la stratégie du système éducatif et repenser les processus d'enseignement et d'apprentissage, les contenus, les espaces d'apprentissage, les partenariats et l'évaluation à l'ère numérique. Il incombe à l'éducation moderne de s'adapter à l'évolution rapide des besoins du marché du travail, en donnant aux « enfants du numérique » les aptitudes et compétences nécessaires, mais aussi de les aider à devenir des citoyens numériques responsables. Le Conseil de l'Europe a un rôle majeur à jouer à cet égard.

(1) Texte adopté par la Commission permanente, agissant au nom de l'Assemblée, le 29 novembre 2019 (voir Doc. 15000, rapport de la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias, rapporteur: M. Constantinos Efstathiou).

2. L'Assemblée apprécie les instruments que le Conseil de l'Europe a mis en place pour promouvoir une participation des enfants et des jeunes à la société moderne en toute sécurité, avec efficacité et de manière critique et responsable, notamment le Cadre de référence des compétences pour une culture démocratique et le Cadre d'indicateurs sur la culture et la démocratie. Elle prend également note avec satisfaction des Lignes directrices du Conseil de l'Europe relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique, dans la mesure où elles visent à promouvoir les droits des enfants en matière de sécurité, d'éducation et de participation, ainsi que d'autres droits, lorsque les enfants vont sur internet et utilisent les TIC. La mise en œuvre de ces instruments devrait être encouragée plus largement, dans les États membres et au-delà.

3. En outre, l'Assemblée apprécie les outils et les manuels qui ont été conçus dans le cadre du projet d'éducation à la citoyenneté numérique, destiné à promouvoir l'acquisition, par tous les enfants, des compétences dont ils ont besoin en tant que citoyens numériques pour participer de manière active et responsable à la société démocratique. Il est cependant impératif d'établir un véritable cadre po-

litique et une stratégie d'éducation à la citoyenneté numérique.

4. La coopération multipartite internationale est indispensable dans le monde connecté. À cet égard, l'Assemblée se réjouit que le Conseil de l'Europe coopère avec le secteur privé pour élaborer un ensemble de lignes directrices sur les partenariats entre les établissements d'enseignement et le secteur privé.

5. L'Assemblée se félicite vivement de la Recommandation CM/Rec(2019)10 du Comité des Ministres aux États membres visant à développer et à promouvoir l'éducation à la citoyenneté numérique, qui a été adoptée le 21 novembre 2019, et de la Déclaration sur L'éducation à la citoyenneté à l'ère du numérique, adoptée par des ministres de l'Éducation des États parties à la Convention culturelle européenne de 1954, réunis à Paris le 26 novembre 2019. L'Assemblée encourage le Conseil de l'Europe à continuer à travailler sur les progrès du numérique qui ont des répercussions sur le secteur de l'éducation, en étudiant les possibilités de réduire la fracture numérique et de relever les nouveaux défis posés par l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'éducation.

6. Dans ce contexte, l'Assemblée recommande au Comité des Ministres:

6.1. de promouvoir plus largement la mise en œuvre du Cadre de référence des compétences pour une culture démocratique, établi par le Conseil de l'Europe, notamment en menant une action ciblée, intégrée dans la campagne intitulée « S'ex-

primer en toute liberté, apprendre en toute sécurité – des écoles démocratiques pour tous », qui permettrait de créer un réseau des écoles démocratiques pour partager les bonnes pratiques, y compris des activités de promotion des compétences numériques;

6.2. de promouvoir la mise en œuvre des Lignes directrices du Conseil de l'Europe relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique et de veiller à ce que soit réalisée l'évaluation de l'efficacité des mesures prises, prévue en 2023;

6.3. de mettre à disposition des modèles de lignes directrices applicables aux partenariats entre les établissements d'enseignement et le secteur privé, pour créer un cadre éthique et pédagogique fondé sur les droits et pour tirer parti des contributions que les entreprises de l'internet peuvent apporter à l'éducation des jeunes dans les établissements scolaires;

6.4. d'étudier les conséquences de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'éducation, notamment: l'apprentissage adaptatif, les possibilités d'apprentissage pour les enfants ayant des besoins particuliers, le développement de l'éducation inclusive et la familiarisation des jeunes apprenants avec l'intelligence artificielle et d'autres technologies numériques avancées.

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

RACCOMANDAZIONE 2167 (2019)⁽¹⁾

Il ruolo dell'istruzione nell'era digitale: dai « nativi digitali » ai « cittadini digitali »

ASSEMBLEA PARLAMENTARE,

1. Facendo riferimento alla sua risoluzione ... (2019) su « Il ruolo dell'istruzione nell'era digitale: dai 'nativi digitali' ai 'cittadini digitali' », l'Assemblea parlamentare sottolinea il ruolo e il valore dell'istruzione nelle società sempre più digitalizzate di oggi. Man mano che la società si modernizza, anche i sistemi scolastici devono andare incontro a un sostanziale ripensamento strategico dei processi d'insegnamento e apprendimento, dei contenuti, degli spazi di apprendimento, dei partenariati e della valutazione nell'era digitale. L'istruzione moderna non ha solo la responsabilità di essere all'altezza delle esigenze in rapida evoluzione del mercato del lavoro, dotando i « nativi digitali » delle capacità e delle competenze appropriate, ma deve anche aiutarli a diventare cittadini digitali responsabili. Il Consiglio d'Europa ha un ruolo importante da svolgere in questo senso.

2. L'Assemblea apprezza gli strumenti introdotti dal Consiglio d'Europa per pro-

muovere la partecipazione sicura, effettiva, critica e responsabile dei bambini e dei giovani alla società moderna, e in particolare il Quadro di riferimento delle competenze per una cultura democratica e il Quadro degli indicatori sulla cultura e la democrazia. Nota e apprezza altresì le Linee guida del Consiglio d'Europa per il rispetto, la tutela e l'attuazione dei diritti dei minori nell'ambiente digitale, con cui l'Organizzazione promuove il diritto dei minori alla sicurezza, all'istruzione, alla partecipazione e gli altri loro diritti quando navigano su Internet e utilizzano le TIC. L'attuazione di tali strumenti dovrebbe essere promossa su più vasta scala negli Stati membri e altrove.

3. L'Assemblea esprime apprezzamento anche per gli strumenti e i manuali ideati nell'ambito del progetto di « Educazione alla cittadinanza digitale », volto a promuovere l'acquisizione da parte di tutti i bambini delle competenze di cui hanno bisogno come cittadini digitali per partecipare in modo attivo e responsabile a una società democratica. Vi è tuttavia urgente necessità di delineare un quadro politico adeguato e una strategia di educazione alla cittadinanza digitale.

4. La cooperazione multilaterale internazionale è indispensabile in un mondo connesso. A tale proposito, l'Assemblea si compiace della cooperazione fra il Consiglio d'Europa e il settore privato nell'ela-

(1) Testo adottato dalla Commissione permanente il 29 novembre 2019 a nome dell'Assemblea (cfr. Doc. 15000, relazione della Commissione Cultura, scienza, istruzione e mezzi di comunicazione, relatore: On. Constandinos Efstathiou).

borazione di una serie di linee guida sui partenariati fra istituzioni educative e settore privato.

5. L'Assemblea accoglie con estremo favore la Raccomandazione CM/Rec(2019)10 del Comitato dei Ministri agli Stati membri sullo sviluppo e la promozione dell'educazione alla cittadinanza digitale, adottata il 21 novembre 2019, e la Dichiarazione sull'educazione alla cittadinanza nell'era digitale, adottata dai Ministri dell'istruzione degli Stati parti alla Convenzione culturale europea del 1954, riunitisi a Parigi il 26 novembre 2019. L'Assemblea esorta il Consiglio d'Europa a lavorare ulteriormente sugli sviluppi del digitale che incidono sul settore educativo, approfondendo le possibilità di porre rimedio all'esclusione digitale e far fronte alle nuove sfide poste dall'uso dell'intelligenza artificiale nell'istruzione.

6. In tale contesto, l'Assemblea raccomanda al Comitato dei Ministri di:

6.1. promuovere su più vasta scala l'attuazione del Quadro di riferimento delle competenze per una cultura democratica del Consiglio d'Europa, in particolare attraverso un'azione mirata nell'ambito della campagna « Mi esprimo in tutta libertà, imparo in piena sicurezza – scuole democratiche per tutti » che consentirebbe

la creazione di una Rete delle scuole democratiche per condividere le buone pratiche, comprese le attività di promozione delle competenze digitali;

6.2. promuovere l'attuazione delle Linee guida del Consiglio d'Europa per il rispetto, la tutela e l'attuazione dei diritti dei minori nell'ambiente digitale e provvedere affinché la valutazione dell'efficacia delle misure adottate, prevista per il 2023, sia realizzata;

6.3. mettere a disposizione modelli di linee guida applicabili ai partenariati fra le istituzioni educative e il settore privato allo scopo di creare un quadro pedagogico ed etico fondato sui diritti e far tesoro dei contributi che l'industria di Internet può apportare all'istruzione dei giovani nelle scuole;

6.4. approfondire le implicazioni dell'uso dell'intelligenza artificiale nell'istruzione, segnatamente l'apprendimento adattivo, le opportunità di apprendimento per bambini con bisogni speciali, il potenziamento dell'istruzione inclusiva e la familiarizzazione dei giovani discenti con l'intelligenza artificiale e altre tecnologie digitali avanzate.



180122106850